

24/05/10

## L'immobilier marocain tient salon à Paris

Le SMAP IMMO devrait accueillir plus de 50 000 visiteurs



La 7ème édition du Salon de l'immobilier marocain, le SMAP IMMO se tient du 21 au 24 mai au Parc des expositions à la Porte de Versailles, à Paris. Sur une surface de 15 000 m<sup>2</sup>, plus de 140 exposants proposent la plus grande vitrine de l'immobilier marocain hors du pays. La précédente édition avait accueilli plus de 48 000 visiteurs. Leur nombre devrait augmenter cette année. A cette occasion, Taoufiq Hejira, le Ministre marocain de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Développement de l'Espace, a fait le déplacement.

Une invitation au voyage à la porte de Versailles de Paris. La 7ème édition du Salon de l'immobilier marocain vient d'ouvrir ses portes vendredi, et ce jusqu'au 24 mai. L'initiative, organisée par la société SMAP, réunira 140 exposants sur une surface d'exposition de 15 000 m<sup>2</sup>. L'objectif ? Présenter l'offre marocaine de vente de logements et de terrains la plus diversifiée possible.

Les stands sont divers et variés. Sociétés immobilières, banques, magasins de meubles, entre autres, permettent aux futurs acheteurs de concrétiser rapidement l'achat d'un logement ou d'un terrain sur tout le territoire marocain.

## Évaluation du site

Ce site est consacré aux actualités africaines. Richement illustré, il donne également accès aux différentes manifestations culturelles, musicales, politiques et sociales.

**Cible**  
Grand Public

**Dynamisme\*** :7

\* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Les visiteurs, en grande majorité des couples marocains, sont conquis. Joël, 38 ans, et Loubna, 28 ans, sont venus « chercher du rêve », comme la plupart des futurs acheteurs. « On voudrait trouver un pied à terre sympa, prestigieux et bien surveillé. Mais il y a beaucoup de choix ici, on va devoir prendre le temps de réfléchir », expliquent-ils.

Pour les sociétés immobilières implantées au Maroc, le SMAP IMMO est une véritable opportunité. Avec un taux d'intention de concrétisation de 32,6 %, il constitue un moyen efficace de vente. Samir Benmakhlouf, président de l'agence Century 21 Maroc, est satisfait. « Cela marche très bien pour nous. On a adopté notre offre en fonction des besoins des gens, qui plaît beaucoup », indique-t-il. Pour cette société immobilière, comme pour la plupart représentées au Salon, l'achat d'un bien se fait en plusieurs étapes. Un contrat de réservation est réalisé sur place. La vente, pour sa part, se fait au Maroc, en compagnie d'un notaire. Dans la plus grande majorité des cas, les contrats de réservation se terminent en contrats de vente. « C'est normal, explique Samir Benmakhouf, les gens viennent ici pour cela, quand ils signent c'est qu'ils ont pris leur décision ».

#### Un marché en plein boom

Le Maroc dispose d'un marché immobilier en forte croissance, environ 50% moins cher qu'en Europe. Entre 2002 et 2006, les investissements immobiliers étrangers sont passés de 1,8 à 3,6 milliards de dirhams.

Le secteur est aussi l'un des plus importants du pays. « Le secteur BTP emploie 8% de la population active au titre de l'année 2008. Il est donc le 2ème plus grand employeur après les services », précise Taoufiq Hejira, le ministre de l'habitat, de l'Urbanisme et du Développement de l'Espace. C'est aussi un point crucial dans le développement du pays, notamment au niveau des BTP et des encours de crédits.

Mais l'offre, pourtant multiple et variée au niveau des logements de standing, s'oppose au manque de logements sociaux dans le pays (il faudrait 1 million de logements sociaux supplémentaires pour les marocains, soit 60 % de la demande nationale). Taoufiq Hejira a profité du Salon de l'immobilier pour annoncer officiellement la mise en place d'un plan de relance en faveur du logement social. Effectif dès cette année, il consistera notamment en une exonération fiscale totale pour la construction de logements sociaux, ainsi qu'une aide à l'achat pour les personnes bénéficiaires. Cette offre s'adressera aux marocains résidants dans le pays et au-delà. Ils devront pouvoir justifier d'un certain plafond de revenus pour pouvoir bénéficier du programme. Selon le ministre, cette arrivée massive de logements sociaux devrait avoir un impact économique positif sur le marché immobilier.